laTrompette

Le premier ministre canadien Justin Trudeau [ALEX WONG/GETTY IMAGES]

Flirter avec la dictature

Un Premier ministre qui a dit admirer la tyrannie chinoise l'applique aux Canadiens.

- Stephen Flurry
- 18/03/2022

Voilà à quoi ressemble l'effondrement d'un pays occidental, libéral, démocratique et épris de liberté. Le Canada est passé sous la loi martiale après que sa Chambre des communes a approuvé les pouvoirs d'urgence invoqués par le Premier ministre Justin Trudeau pour écraser les protestations contre le mandat de vaccination. Le conflit porte sur l'insistance du gouvernement pour que les chauffeurs de camions et autres travailleurs du secteur des transports se fassent vacciner contre la COVID -19 s'ils veulent entrer au Canada. Certains manifestants ont été arrêtés, leurs camions ont été remorqués et leurs comptes bancaires ont été gelés.

Beaucoup ont accusé Justin Trudeau d'agir comme un dictateur. Le député conservateur Andrew Scheer a fait remarquer que le Premier ministre a accepté de rencontrer les Amérindiens qui bloquaient le passage d'un oléoduc prévu en 2020, mais a refusé de négocier avec les camionneurs qui ne voulaient pas se faire vacciner.

Sheer n'est pas la seule personnalité éminente à faire cette comparaison. Le politicien roumain Cristian-Vasile Terheş a comparé Trudeau au dictateur communiste Nicolae Ceauşescu, qui dirigeait la Roumanie d'une main de fer lorsque Terheş était enfant. L'animateur d'émission-débat, Dennis Prager, s'est ouvertement demandé si le Canada n'était pas devenu le Cuba de l'Amérique du Nord. Le *Wall Street Journal* a accusé Trudeau d'agir comme un « dictateur de pacotille ». L'éminent entrepreneur milliardaire Elon Musk l'a comparé à Adolf Hitler.

Peut-être que les Canadiens auraient dû prêter plus d'attention en 2013, lorsque Trudeau a déclaré à un groupe de collecteurs de fonds : « Il y a un niveau d'admiration que j'ai en fait pour la Chine parce que leur dictature de base leur permet en fait de faire tourner leur économie en un clin d'œil. » Le père de Justin Trudeau, Pierre Elliot Trudeau, a prononcé en 1942 un discours enflammé appelant les Canadiens à se soulever, à renverser leur gouvernement capitaliste et à établir une *dictature socialiste.* Aujourd'hui, il semble que le jeune Trudeau ait réalisé le rêve de son père en s'emparant du gouvernement canadien de l'intérieur.

Convoi de la liberté

La crise de la COVID-19 a offert aux dirigeants autoritaires du monde entier une occasion de transférer le contrôle de la vie des citoyens, des citoyens eux-mêmes au gouvernement. Pourtant, le Canada a connu beaucoup plus de douleurs liées à la pandémie que les autres pays.

L'indice de misère COVID de l'Institut Macdonald-Laurier a classé le Canada au sixième rang dans son analyse de 15 nations quant à la misère que la pandémie fait subir à ses citoyens. L'indice a montré que d'autres pays ont réussi à maintenir les taux d'hospitalisation et de mortalité à des niveaux comparables à ceux du Canada sans restriction sévères ni mesures de confinement. Le gouvernement Trudeau a ignoré ces conclusions. Plutôt que de s'alléger et de rendre leurs droits aux citoyens, il a imposé le 15 janvier un nouveau mandat obligeant les camionneurs à présenter une preuve de vaccination à la frontière s'ils veulent entrer au Canada.

C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. En l'espace d'une semaine, des milliers de camionneurs ont commencé à se rassembler pour former le plus long cortège de véhicules de l'histoire de l'humanité. Ils en avaient assez. Partant de la Colombie-Britannique et parcourant 2 000 miles en sept jours, pas moins de 11 000 camions se sont joints au cortège, qui s'étendait sur 93 miles, en direction de la capitale nationale, Ottawa. Le premier des centaines de camions de ce « Convoi de la liberté » est entré dans la ville le 29 janvier.

Au départ, M. Trudeau a rejeté le convoi comme étant la protestation d'une «*minorité marginale* », mais des milliers de Canadiens ont sortis et se sont rassemblés le long de la route et se sont alignés sur les viaducs en tenant des pancartes, en agitant des drapeaux, en allumant des feux d'artifice et en encourageant les camionneurs. Une campagne de financement en ligne a reçu plus de 120 000 dons d'une valeur de près de 8 millions de dollars pour aider à payer le carburant et d'autres dépenses. C'est plus en une seule semaine que ce que les cinq plus grands partis politiques du Canada ont collecté pendant tout le quatrième trimestre de 2021, réunis. Le correspondant de la *Trompette* au Canada, Abraham Blondeau, a rapporté qu'il « n'a jamais vu une cause unir les Canadiens et inspirer des manifestations patriotiques comme l'a fait ce mouvement ».

Plusieurs députés canadiens ont applaudi le Convoi de la liberté et condamné les mandats de vaccination du régime Trudeau, tandis que le chef du Parti conservateur, Erin O'Toole, a accepté de rencontrer les manifestants et a mis en ligne une vidéo expliquant comment les mandats de vaccination de Trudeau mettront des dizaines de milliers de Canadiens au chômage, augmenteront la pénurie et les prix des produits et des aliments, et laisseront les produits pourrir dans les entrepôts des États-Unis, le principal partenaire commercial du Canada.

Trudeau a qualifié ces déclarations d'alarmistes et s'est ensuite caché, littéralement, avant que les camionneurs n'arrivent et ne se garent sur la rue Wellington et au cœur de la ville. Il a prétendu avoir contracté la COVID-19 asymptomatique et avoir donc dû se mettre en quarantaine dans un lieu tenu secret. Il a néanmoins tenu des propos enregistrés associant les camionneurs au nazisme, au racisme, au vandalisme et à la haine, tout en élaborant un plan pour se débarrasser des manifestants.

Combattre la tyrannie

Avec le convoi à Ottawa, de nombreux manifestants ont déclaré qu'ils ne partiraient pas tant que toutes les restrictions et mandats COVID-19 n'auraient pas été révoqués. Les médias corporatifs ont qualifié les manifestants de fascistes et de nationalistes blancs, mais les séquences vidéo des manifestations ont révélé une image très différente. De nombreux reportages ont montré que les camionneurs sur la colline du Parlement et ailleurs étaient non violents, polis et heureux. Les vidéos montrent des camionneurs et d'autres manifestants dans de grandes foules brandissant des drapeaux canadiens, jouant au hockey de rue, recevant du café et d'autres cadeaux de la part de Canadiens solidaires, et scandant « Liberté ! ».

Un drapeau orné d'une croix gammée a été repéré à Ottawa lorsque le député du Parti conservateur Michael Cooper est sorti pour manifester son soutien aux manifestants. Mais il a été repéré lorsqu'un manifestant a ostensiblement marché derrière Cooper alors qu'il était interviewé par une chaîne d'information, ce qui a amené beaucoup de gens à soupçonner que le manifestant était en fait un gauchiste qui essayait de discréditer les protestations. Néanmoins, les médias ont sauté sur l'occasion pour doubler leur récit selon lequel la manifestation était pleine de suprémacistes blancs.

Après être sorti de sa cachette le 7 février, Trudeau a pris la parole lors d'une session d'urgence du Parlement pour condamner les manifestants qui « tentent de bloquer notre économie, notre démocratie et la vie quotidienne de nos concitoyens ». Il n'a pas su apprécier l'ironie de sa déclaration : Les protestations étaient contre des mandats vaccinaux qui bloquaient l'économie, subvertissaient la démocratie et perturbaient la vie quotidienne des citoyens. Et le gouvernement ignorait ces préoccupations.

Alors que des centaines de manifestants se trouvaient toujours à Ottawa, un nouveau groupe de manifestants a commencé à se rassembler sur le pont Ambassadeur qui relie Detroit, au Michigan, à Windsor, en Ontario. Ce pont est le passage frontalier international le plus fréquenté d'Amérique du Nord et représente près d'un tiers du commerce bilatéral annuel entre le Canada et les États-Unis, de sorte que son blocage ne manquerait pas d'attirer l'attention du gouvernement canadien. Les manifestants avaient raison. Mais plutôt que de reconsidérer les mandats de vaccination contre la COVID-19 et les restrictions sociales connexes, Trudeau a fait quelque chose de très différent. Le 14 février, il a invoqué la Loi sur les urgences, déclarant ainsi la guerre à son propre peuple.

Mesures de guerre

Cette loi est le successeur de la Loi sur les mesures de guerre. Elle n'a été utilisée que trois fois dans l'histoire du Canada : pendant la Première Guerre mondiale, la Seconde Guerre mondiale et, de façon plus controversée, pendant la crise d'octobre 1970. Dans ce troisième cas, le Premier ministre Pierre Trudeau a suspendu les libertés civiles pour arrêter des terroristes et sauver un vice-premier ministre provincial et un diplomate britannique enlevés.

Contrairement à son père, Justin Trudeau a suspendu les libertés civiles pour mettre fin à une manifestation pacifique et même festive et pour forcer des milliers de citoyens respectueux des lois à se soumettre à la vaccination ou à perdre leur emploi. La loi sur les situations d'urgence a donné à son régime des pouvoirs habituellement réservés aux urgences nationales comme l'état de guerre, comme la dispersion et l'arrestation des manifestants et le gel des comptes bancaires de toute personne liée aux protestations. Et Trudeau n'a pas perdu de temps pour utiliser ces pouvoirs. La police canadienne a immédiatement évacué le pont Ambassadeur et arrêté près de 200 personnes dans le centre-ville d'Ottawa. Et elle n'y est pas allée de main morte : Ils ont tiré des gaz lacrymogènes et utilisé des matraques. Une vidéo montre des officiers à cheval piétinant une vieille femme amérindienne avec leurs chevaux. Et *Rebel News* au Canada a publié des messages entre membres de la Gendarmerie royale du Canada révélant que les officiers voulaient en fait faire du mal à ces manifestants.

Pendant ce temps, la Gendarmerie royale du Canada a gelé 206 produits financiers, y compris les *comptes bancaires* et les *comptes d'*entreprise, des personnes impliquées dans les manifestations. Un député a révélé que la GRC avait gelé le compte bancaire d'une mère célibataire travaillant au salaire minimum parce qu'elle avait fait un don de 50 dollars à une manifestation contre le mandat des vaccins, avant que le gouvernement n'avertisse les gens de ne plus faire de dons aux manifestations des camionneurs.

De nombreux conservateurs ont exprimé leur opposition à la répression de Trudeau. Trudeau a répliqué : « Les membres du Parti conservateur peuvent se tenir aux côtés des personnes qui brandissent des croix gammées ; ils peuvent se tenir aux côtés des personnes qui brandissent le drapeau confédéré. Nous choisirons de nous tenir aux côtés des Canadiens qui méritent de pouvoir se rendre à leur travail, de pouvoir retrouver leur vie ». Il n'a pas saisi l'ironie du fait que ses confinements dictatoriaux, même avant la Loi sur les urgences, ont empêché des millions de Canadiens de se rendre à leur travail, et de retrouver leur vie. Il n'a pas saisi l'ironie du fait qu'il était le fils d'un sympathisant *fasciste* qui qualifiait les conservateurs de nazis alors que certains des conservateurs présents dans la salle étaient les petits-enfants de survivants de l'Holocauste. Lorsque ce fait lui a été signalé, il a refusé de s'excuser.

Le 21 février, la Chambre des communes du Canada a confirmé l'utilisation des pouvoirs d'urgence par Trudeau par un vote de 185 contre 151, faisant ainsi de Trudeau le dictateur du Canada. Si un groupe de camionneurs bloquant un pont et jouant au hockey devant la capitale constitue une menace suffisamment importante pour que le Premier ministre ait besoin de pouvoirs de guerre pour y faire face, alors tout manifestant qui s'oppose aux politiques du régime Trudeau risque d'être arrêté et de voir ses avoirs financiers gelés.

Trudeau a mis fin aux mesures de guerre le 23 février, affirmant qu'il n'y avait plus d'urgence nationale maintenant que les manifestants avaient été dispersés. Pourtant, le soutien écrasant qu'il a obtenu du Parti libéral canadien a démontré qu'il peut déclarer un autre état d'urgence chaque fois qu'un groupe de personnes se dresse contre ses prises de pouvoir illégales. Le *Wall Street Journal* a raison : Trudeau agit comme les dictateurs de pacotille dont son père a si souvent fait l'éloge.

Affliction amère

Pendant des décennies, feu Herbert W. Armstrong a enseigné que les États-Unis et le Commonwealth britannique descendaient des anciennes tribus israélites de Manassé et d'Éphraïm. Cette vérité signifie que les prophéties de la fin des temps comme Osée 7 : 8-9 concernent en fait l'Amérique et le Canada modernes qui se mélangent avec des peuples étrangers et, par extension, des idéologies étrangères comme le communisme. Les idées d'extrême gauche mises en avant par le parti démocrate américain et le parti libéral canadien ne sont pas fondées sur les valeurs traditionnelles et la vertu biblique. Ce sont des idées qui ont été introduites dans l'Israël de la fin des temps à partir des universités allemandes et russes. Depuis des décennies, ces idéologies anti-bibliques ont subversivement « dévoré » la force de l'Amérique et du Canada alors que le citoyen moyen « ne s'en doute pas ».

« Ce que nous ne parvenons pas à saisir, dans la lutte avec la Russie, c'est ceci », a écrit M. Armstrong en 1956, pendant la guerre froide. « Nous ne combattons pas une seule nation dans une guerre militaire, mais une gigantesque armée mondiale en civil, se faisant passer pour un parti politique, cherchant à conquérir le monde avec un *type de* guerre entièrement *nouveau*. C'est un type de guerre que nous ne comprenons pas, ou auquel nous ne savons pas faire face. Elle utilise tous les moyens diaboliques pour nous affaiblir *de l'intérieur, en* sapant nos forces, en pervertissant nos mœurs, en sabotant notre système éducatif, en démolissant notre structure sociale, en détruisant notre vie spirituelle et religieuse, en affaiblissant notre puissance industrielle et économique, en démoralisant nos forces armées, et finalement, après une telle infiltration, en renversant notre gouvernement par la force et la violence ! Tout cela, habilement déguisé en un parti politique inoffensif ! ».

Comme Barack Obama aux États-Unis, Justin Trudeau a été encadré par des communistes et des sympathisants communistes. Ces hommes sont arrivés au pouvoir en prétendant être plus modérés qu'ils ne le sont en réalité. Mais la crise du coronavirus révèle la véritable identité de ces hommes. Ce sont des communistes qui utilisent la COVID-19 pour affaiblir le pouvoir industriel et économique de l'Amérique et du Canada tout en se donnant du pouvoir à eux-mêmes et à leurs alliés politiques aux dépens de leur propre peuple.

C'est une réalité qui donne à réfléchir, mais elle a en fait été prophétisée dans votre Bible. Comme l'explique mon père, Gerald Flurry, dans son article « *Que se passera-t-il une fois que Trump retrouvera le pouvoir ?* », 2 Rois 14 : 26-27 est une prophétie sur une époque où les nations d'Israël de la fin des temps souffrent d'une affliction si amère qu'elle menace de les détruire complètement. Dieu doit donc susciter un type de la fin des temps, le roi Jéroboam ii, pour repousser ceux qui affligent, assez longtemps pour donner aux gens une dernière chance de se repentir.

Aujourd'hui, la gauche radicale est prête à effacer les libertés politiques, les valeurs culturelles et les vertus bibliques qui ont fait de l'Amérique et du Canada de grandes nations. Dieu va devoir intervenir pour nous sauver de l'abîme, une dernière fois. Mais pourquoi ? Est-ce qu'Il nous sauve juste pour « revenir à la façon dont les choses étaient », comme l'ont exprimé de nombreux camionneurs et autres ?

Revenir à la situation d'il y a 20 ans n'est pas la solution. Alors que vous regardez au-dessus du précipice et que vous vous sentez poussé vers ce précipice, il est temps de réaliser que vous *n'avez qu'un seul espoir*. Cet espoir ne réside pas dans les camionneurs patriotiques, ni dans un parti politique, ni dans Erin O'Toole, ni dans Donald Trump. Votre seul espoir dépend entièrement de votre *repentir du péché* (Amos 7 : 8). Il dépend de la reconnaissance non seulement que nos dirigeants sont imparfaits, que nos partis sont imparfaits et que nos mouvements sont imparfaits, mais aussi que, oui, vous êtes vous-même imparfait. « Dieu a fait du Canada une de ces nations qui ne peuvent être conquises et ne peuvent être détruites », a dit le politicien britannique Norman Angell, « sauf par lui-même ».

Si vous êtes prêt à faire face à ce que vous devez faire face, prêt à réaliser la responsabilité individuelle que chacun d'entre nous a envers le Dieu qui a rendu l'Amérique et le Canada grands en premier lieu, demandez votre copie gratuite de *Les Anglo-Saxons selon la prophétie* par Herbert W. Armstrong.